Vatican, au sujet du projet de loi sur les associations, ou plutôt contre les Congrégations, que discute actuellement la Chambre des députés. Depuis le dépôt de ce projet de loi, qui a causé à Rome une émotion facile à comprendre, notre ministre des affaires étrangères s'est efforcé d'en affaiblir la portée auprès de Mgr Lorenzelli, nonce apostolique, qui, de bien bonne foi, a plaidé auprès du cardinal sous-secrétaire d'Etat les circonstances atténuantes. Pendant un certain temps, leurs efforts réunis ont été couronnés de succès. Léon XIII, habilement circonvenu, sembla ne pas mesurer, d'abord, toutes les conséquences pour l'Eglise, de l'attaque dirigée contre le clergé régulier; mieux instruit par la suite, renseigné, en dehors du nonce, par plusieurs évêques français, il adressa à M. Waldeck-Rousseau des observations qui furent renouvelées et qui devinrent de plus en plus pressantes. Le nonce, dont la perspicacité avait paru douteuse, ne servit plus d'intermédiaire. Les négociations se poursuivirent en dehors de lui, jusqu'au moment où le Pape, persuadé que le président du conseil n'avait plus la liberté de ses mouvements devant les exigences de sa majorité, arrêta nettement les pour-parlers.

DEUX DÉPUTÉS AU VATICAN

C'est alors que M. Waldeck-Rousseau, très inquiet de la tournure que prenaient les événements, délégua, auprès de Léon XIII, deux députés de ses amis, avec mission d'empêcher ou, tout au moins, de retarder la rupture définitive.

Ces deux députés, dont je vous donnerais, au besoin, les noms, firent récemment le voyage de Rome, où ils eurent plusieurs entrevues avec le cardinal Rampolla. Ils ne purent obtenir satisfaction, au moins pour ce qui faisait l'objet principal de leur mandat, et les mauvaises nouvelles qu'ils apportèrent à Paris, contribuèrent, sans doute, à aggraver l'état de santé déjà précaire du président du conseil.

LA POLITIQUE DU PAPE

On se trompe étrangement, en effet, si l'on se figure que les relations diplomatiques avec le Vatican ne présentent qu'un intérêt d'ordre spirituel et religieux. On oublie trop que la France est entourée de puissances monarchiques dans lesquelles les questions que nous considérons comme secondaires priment.